

Mafias, médias et sport : une alliance anti-démocratique

Fabien Lebrun

La mafia fait-elle l'objet de recherches en sciences sociales ? Ce n'est pas, semble-t-il, une thématique privilégiée, ou régulièrement étudiée. Et, notons que les rares études la concernant, l'analysent souvent uniquement par le biais d'un espace géographique et/ou d'une organisation. Le désintérêt pour la mafia est particulièrement manifeste en France : « La France, écrit Jean Ziegler, est certainement le pays d'Europe où la conscience de la menace mafieuse est la moins développée dans l'opinion publique. L'ignorance et l'indifférence des Français à ce sujet sont proprement effarantes » (1). Pourtant, les mafias italiennes, par exemple, constituent l'une des plus grandes puissances financières de la planète. Les progrès de la criminalité transnationale organisée s'expliquent par de multiples raisons : « la banalisation en notre siècle de l'acte criminel » et « sa faible visibilité » (2). Dans cet article, nous tenterons de démontrer que les médias contribuent avec force à ce fonctionnement, en particulier les médias sportifs.

Qu'elle soit considérée comme localisée ou internationale, la mafia regroupe plusieurs caractéristiques : l'usage de la violence et de l'intimidation, des liens hiérarchiques, l'entrave au fonctionnement de la justice, des délits et des crimes pour la recherche du profit et du pouvoir, l'infiltration de l'économie légale et la corruption (3). Loin d'une délimitation stricte

(1) Jean Ziegler, *Les Seigneurs du crime. Les nouvelles mafias contre la démocratie*, Paris, Éditions du Seuil, 1998, p. 97.

(2) *Ibidem*, pp. 24-25.

(3) Voir Clotilde Champeyrache, *L'Infiltration mafieuse dans l'économie légale*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 10-14.

qui apparenterait la mafia à une organisation telle *Cosa Nostra* par exemple, il faut plutôt ici entendre le terme de mafia dans un sens plus fondamental, synonyme de crime organisé et d'« entente illicite » (4). Ce qui en élargit le champ d'action, donc l'espace et les territoires sur lesquels elle agit. En effet, « penser que le “système mafieux” reste cantonné au sud de l'Italie relève de l'insouciance, sinon pire » (5). C'est aussi ce que démontrait Pino Arlacchi dès le milieu des années 1980 : la mafia consistant en « une force de la production enracinée dans les structures essentielles de l'univers socio-économique de zones toujours plus larges du *Mezzogiorno* » (6). Et après ces aspects organisationnels et spatiaux, c'est la perspective temporelle qui nous permet de préciser notre propos en postulant des liens historiques entre le capitalisme et la mafia : cette dernière « apparaît à la charnière du XVIII^e et du XIX^e siècles, à la fin du vieux monde et au moment de l'essor du capitalisme » (7). Citant Pino Arlacchi et Salvatore Lupo, Gérard Rabinovitch évoque « le “moment social” et culturel de son apparition, celui du télescopage entre culture paysanne traditionnelle et forme capitaliste de la production » (8). Mais, c'est surtout Pino Arlacchi, spécialiste du crime organisé et à ce titre nommé secrétaire adjoint des Nations unies, en 1997, par Kofi Annan, qui insiste le premier sur cette parenté, cette similitude entre mafia et capitalisme avec la parution de son ouvrage, en 1986, intitulé *L'Éthique mafieuse et l'esprit du capitalisme*, en référence à Max Weber (9).

Guy Debord, quant à lui, voit dès la fin des années 1980 les corrélations et les affinités électives entre l'avènement de la société du spectacle, le développement de la mafia et la modernité capitaliste. Il souligne que « la plus grande exigence d'une mafia est naturellement d'établir qu'elle n'existe pas, ou qu'elle a été victime de calomnies scientifiques ; et c'est son premier point de ressemblance avec le capitalisme » (10). Loin d'être circonscrite à l'Italie, à certaines régions de l'Europe de l'Est, asiatiques ou d'Amérique du Sud, « la mafia vient partout au mieux sur le sol de la société moderne. [Elle] n'est pas étrangère à ce monde ; elle y est parfaitement chez elle. Au moment du spectaculaire intégré, elle règne en fait comme le *modèle* de toutes les entreprises commerciales avancées », y compris « les industries du spectacle : télévision, cinéma, édition » (11). À partir de ce cadre théorique, nous ne pouvons que souscrire à la thèse de Jean Ziegler qui définit la mafia et plus globalement la criminalité organisée comme « le stade suprême

(4) Jacques de Saint Victor, *Mafias. L'industrie de la peur*, Paris, Éditions du Rocher, 2008, p. 13.

(5) *Ibidem*, p. 370.

(6) Cité in Clotilde Champeyrache, *L'Infiltration mafieuse dans l'économie légale*, *op. cit.*, p. 9.

(7) Jacques de Saint Victor, *Mafias. L'industrie de la peur*, *op. cit.*, p. 408.

(8) Gérard Rabinovitch, *De la destructivité humaine. Fragments sur le Bébémoth*, Paris, PUF, 2009, p. 65.

(9) Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2004.

(10) Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 88-89.

(11) *Ibidem*, pp. 88-92.

du capitalisme et l'essence même du mode de production capitaliste » (12), autrement dit comme le « capitalisme de tueurs » ou le « capitalisme aggravé » (13).

Si le crime est « utile » au capitalisme, il y règne donc dans chacune des institutions qui le portent, plus particulièrement dans une institution dominante et de domination comme les médias. Ici seront abordés les médias d'information, la presse et ses journalistes comme une institution sous l'emprise de certaines caractéristiques mafieuses. Une des composantes essentielles à propos d'une analyse conjointe des médias et de la mafia est le *secret*. En ce sens, « la loi suprême régissant l'existence des seigneurs, "hommes d'honneurs" et simples "soldats" des cartels criminels [...] est le secret » (14). Autrement dit, la mafia doit « faire régner dans sa sphère d'activité le secret qui lui est nécessaire » (15). Pourquoi ? Parce qu'il permet son existence même. La survie des médias et de la mafia, leur développement, leur succès sont fondés sur le silence de leurs relations, de leurs stratégies, de leurs buts. Comme le souligne Alexandre Koyré, « tout groupement secret est un groupement à *secret*, ou même à *secrets*. [...] Son existence même est indissociablement liée au maintien d'un secret et même d'un double secret ; à savoir du secret de sa propre existence ainsi que des buts de son action » (16). Pour les médias, il s'agit ici du secret de sa propre existence en tant qu'*institution à caractère mafieux*.

Comportements mafieux institutionnalisés au sein des médias

Nous pouvons prendre comme premier exemple le secret militaire. Tout comme les secrets du fisc, d'avocats ou bancaires qui protègent les plus puissants, nous pensons que le secret militaire représente un réel danger pour la démocratie. Dans les années 1970, Jürgen Habermas souligne l'urgence d'un changement : « Le secret militaire, qui empêche que les informations scientifiques ne tombent dans le domaine public, est de plus en plus incompatible avec les conditions d'un contrôle des armements dont par ailleurs la nécessité se fait de plus en plus pressante » (17). Ce qui n'est pas si évident pour les médias, très proches de l'industrie de l'armement. Pensons, en France, à des groupes médiatico-financiers comme Lagardère

(12) Jean Ziegler, *Les Seigneurs du crime. Les nouvelles mafias contre la démocratie*, op. cit., p. 11.

(13) *Ibidem*, pp. 29 et 46.

(14) *Ibid.*, p. 273.

(15) Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, op. cit., p. 89.

(16) Alexandre Koyré, *Réflexions sur le mensonge*, Paris, Éditions Allia, 2004, pp. 25-26.

(17) Jürgen Habermas, *La Technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973, p. 128.

ou Dassault (18) qui possèdent des avions de chasse, des missiles et qui obtiennent des crédits de l'État pour gonfler l'armement français. Faits soulignés par Denis Robert, pour qui « l'armement est la mamelle la plus lucrative du système politique français, la plus grosse source de revenus occultes de ce pays. Le moyen le plus sûr de dégager un pactole sans que les juges ou les journalistes n'y mettent leur nez, grâce au secret-défense » (19). Ce dernier permet aux journalistes serviles et dociles de ne pas enquêter sur les pratiques de leurs employeurs – eux-mêmes proches ou amis de l'élite étatique –, ni sur l'origine, la fabrication et la vente d'armes, revendues à des États criminels ou directement à des organisations mafieuses ou terroristes. « La presse écrite, les chaînes de télévision, les radios et les journaux électroniques américains acceptent sans trop rechigner, et souvent dans l'enthousiasme, la censure imposée par le commandement militaire » (20), tout comme ses conséquences, c'est-à-dire les victimes, souvent civiles qui périssent dans l'anonymat.

Dès lors, à mesure que les budgets militaires augmentent, le secret-défense et le secret médiatique s'amplifient également, confortant le complexe militaro-industriel : « Nombre de grandes chaînes aux États-Unis appartiennent aux fabricants d'armes. NBC, par exemple, est la propriété du trust General Electric, l'un des plus grands fabricants mondiaux de l'électronique militaire » (21). Comme le dit justement Jacques de Saint Victor, « l'économie politique théorique ignore cette part de "criminalisation" inhérente à l'essor du capitalisme » (22). Les citoyens sont désormais dépourvus de toute connaissance sur la puissance militaire de leur pays. Ils se retrouvent exclus des « avancées » technologiques de leur armée, qu'ils financent pourtant de leurs impôts. Les médias et journalistes dominants considèrent qu'ils n'ont ni l'envie ni le besoin de savoir, trop fiers d'appartenir à la caste qui sait (au sens d'avoir connaissance, mais évidemment pas du *savoir*) : « Le secret est alors une fin sociologique en soi, il s'agit de connaissances qui ne doivent pas se répandre dans la masse ; les initiés forment une communauté afin de se garantir mutuellement le secret » (23). Alexandre Koyré souligne aussi qu'« il n'y a qu'un seul moyen de garder un secret ; c'est de ne pas le révéler, ou de ne révéler qu'à ceux dont on est sûr : à une élite d'initiés » (24).

(18) Serge Dassault a récemment été condamné à l'inéligibilité pendant une année pour avoir payé des électeurs, lors des dernières élections municipales (Corbeil-Essonnes).

(19) Denis Robert, *Clearstream, l'enquête*, Paris, Les Arènes/Julliard, 2006, pp. 47-48.

(20) Jean Ziegler, *Les Nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2002, p. 56.

(21) Jean Ziegler, *L'Empire de la honte*, Paris, Fayard, 2005, p. 66.

(22) Jacques de Saint Victor, *Mafias. L'industrie de la peur*, *op. cit.*, p. 105.

(23) George Simmel, *Secret et sociétés secrètes*, Belval, Circé, 1996, p. 77.

(24) Alexandre Koyré, *Réflexions sur le mensonge*, *op. cit.*, p. 34.

George Simmel précise que la finalité du secret est avant tout la protection. Car, s'il n'est pas respecté, des menaces de sanctions, des pressions ou intimidations en tout genre peuvent avoir lieu pour assurer la protection de ce que l'on peut appeler la « famille ». Comme le note Denis Robert, « ce qui compte, c'est autant le secret que les moyens qui ont été utilisés pour nous empêcher de le divulguer » (25). Lorsqu'une brebis galeuse s'égare du troupeau, elle est immédiatement rappelée à l'ordre, ou éliminée : « Le journalisme tel que le pratiquaient nos bons vieux fouille-merdes est mort avec Don Bolles. Journaliste à l'*Arizona Republic*, celui-ci enquêtait sur les relations occultes entre les entreprises, le monde politique et le crime organisé. Don Bolles a été assassiné le 2 juin 1976 » (26). Sans aller jusqu'au meurtre, les pressions sont constantes pour ceux qui sont attachés aux notions de *vérité* et de *responsabilité*, comme le journaliste américain April Oliver qui enquête sur l'opération Tailwind. Ce dernier découvre que, « pendant la guerre du Vietnam, l'armée américaine avait fait usage de gaz innerwant pour éliminer ses déserteurs qui avaient fui au Laos. [Aussitôt] CNN se rend complice de la campagne d'intimidation visant à étouffer [ses] révélations » (27).

Par ailleurs, les journalistes français sont aussi soumis au climat mafieux : « “Je souhaite pour votre intégrité de ne pas avoir un jour à croiser votre chemin”. Le 18 septembre 1997, le journaliste Jean-Alphonse Richard, qui associe régulièrement François Léotard à des affaires, a reçu ce mot déposé par porteur au *Figaro*. Son auteur ? François Léotard » (28). Les ministres habitués à la compagnie des gentils journalistes sont rarement vexés de quelques « écarts journalistiques ». Certains comme Michel Charasse mettent à contribution leur imagination : « Ministre du budget, il déclara un jour à deux journalistes de la défunte Cinq que leur mauvais esprit, s'ils persistaient, leur vaudrait un contrôle fiscal » (29). En outre, sa conception du rapport de force évoque l'*héroïsation de la violence* dont parle Gérard Rabinovitch, Michel Charasse n'hésitant pas, un jour, à déclarer à Patrick Poivre d'Arvor : « Mon boulot, c'est de protéger Mitterrand. Si Mitterrand me demande de tuer Rocard, je tue Rocard. S'il me demande de te tuer, je te tue » (30). Cette violence, physique ou symbolique, est une composante de la censure invisible soulignée par Sophie Coignard, au sujet de Bernard Tapie qui impressionne et fascine les journalistes, mais surtout

(25) Denis Robert, *La Boîte noire*, Paris, Les Arènes, 2002, p. 13.

(26) Kristina Borjesson (sous la direction de), *Black List. Quinze grands journalistes américains brisent la loi du silence*, Paris, Les Arènes, 2003, p. 330.

(27) *Ibidem*, pp. 116-117.

(28) Sophie Coignard et Alexandre Wickham, *L'Omertà française*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 103.

(29) *Ibidem*, p. 335. Le contrôle fiscal comme arme de dissuasion a également été utilisé à l'encontre de Ghislaine Ottenheimer, journaliste au *Nouvel Économiste*, par le jeune ministre du Budget, Nicolas Sarkozy, en 1994 (*ibid.*, p. 326).

(30) *Ibid.*, p. 326.

leur fait peur. Quant aux menaces de mort, elles sont bien réelles lorsque les journalistes s'intéressent aux milieux mafieux traditionnels pourrions-nous dire, comme par exemple en Corse ou dans le Var (31).

Pour autant, la presse et le milieu journalistique n'ont généralement pas besoin de pressions pour entraver leurs enquêtes, tout simplement parce que celles-ci n'existent pas, en tout cas dans la presse dominante qui « fait » l'opinion publique. Le journaliste, dans ce cas, ne voit pas l'intérêt de l'investigation, de la dénonciation ou de la critique qui pourraient au contraire remettre en cause son appartenance à la soi-disant élite, trop fasciné par le pouvoir et les personnalités politiques pour lesquels il vouerait sa vie. Se taire devient donc naturel chez le journaliste, trop soucieux d'entretenir son appartenance au clan. George Simmel nous rappelle que si la société est « conditionnée par le fait de parler », de communiquer, elle est aussi « modelée par la capacité de se taire » (32). Dès lors, ce qui caractérise les médias – de façon apparemment contradictoire – est la *loi du silence*. Ce toujours plus d'informations conformées par les divers organes de presse pourrait être vu comme « des *conspirations en plein jour*. [...] Car la conspiration en plein jour, si elle n'est pas une société *secrète*, est tout de même une société *à secret* » (33). Ce qui s'observe particulièrement en France, comme le souligne Sophie Coignard : « Il existe en France une loi qui n'a jamais été votée par le Parlement et encore moins publiée par le *Journal officiel*. Et pourtant c'est peut-être la seule qui soit vraiment respectée dans ce pays : la loi du silence » (34). Notre propos n'est pas de dire que la France ou certaines de ses institutions représentent une mafia, mais que celles-ci en adoptent plusieurs de ses caractéristiques. La menace et la loi du silence comme nous l'avons vu, mais aussi la solidarité clanique : « Un noble sentiment qui est le second pilier de *l'omertà* française [car] le secret que l'on détient, que l'on protège [est vu] comme une arme offensive et dissuasive. Fort naturellement, ceux qui savent n'ont aucune envie d'accueillir de nouveaux membres dans le club fermé des informés » (35). Ce qui était déjà l'intuition de George Simmel : « Les sociétés secrètes [...] sont une école extrêmement efficace de la solidarité morale entre les hommes » (36).

En effet, les journalistes et les personnalités médiatiques peuvent être perçus comme des nantis de par leur niveau de vie, leurs salaires et divers avantages insultants pour le reste de la population, leurs goûts, leurs sorties mondaines. Ils se sont déjà fréquentés dans les grandes écoles, ont ce même goût pour le pouvoir et les hautes sphères de la société. Ils s'acqui-

(31) *Ibid.*, pp. 351-353.

(32) George Simmel, *Secret et sociétés secrètes*, *op. cit.*, p. 66.

(33) Alexandre Koyré, *Réflexions sur le mensonge*, *op. cit.*, pp. 30-32.

(34) Sophie Coignard et Alexandre Wickham, *L'Omertà française*, *op. cit.*, p. 9.

(35) *Ibidem*, p. 11.

(36) George Simmel, *Secret et sociétés secrètes*, *op. cit.*, p. 67.

nent, dînent ensemble, couchent ensemble parfois, lisent les mêmes choses, rencontrent les mêmes personnes au point de s'autoproclamer une sorte de droit socioculturel de taire ce que bon leur semble. Ils vivent dans une sphère et sont totalement déconnectés du reste des citoyens (37). Par cette logique de réseau, collusions, connivences et compromissions – ce qui est également le cas dans les milieux littéraires et « intellectuels » et par l'absence de critiques à la fois indépendantes et sérieuses – les journalistes et les professionnels de la politique forment une caste, un clan par la pratique du copinage systématique. Cette pratique existe entre journalistes eux-mêmes et leurs acolytes, c'est-à-dire les éditorialistes, les mandatés par les instituts de sondage, les pseudo-universitaires ; bref les commentateurs qui s'érigent en « journalistes-intellectuels ou intellectuels-journalistes » (38). Marie-Anne Matard-Bonucci nous éclaire quant aux rapports entretenus par les journalistes à l'égard des politiques et des mafieux : « Les similitudes entre le système du pouvoir mafieux et le clientélisme ont souvent été soulignées. Dans un cas comme dans l'autre, le jeu des alliances repose sur un système de dépendance réciproque » (39). Sophie Coignard évoque « le syndrome de l'accrédité, [les journalistes étant] contraints de mutiler eux-mêmes leur travail lorsqu'ils s'attaquent au cœur du système mafieux » (40).

La presse au service des pratiques criminelles et mafieuses

L'ouvrage *Black List* dresse un état des lieux effrayant du journalisme et des médias américains. On y apprend, par exemple, que lorsque le journal *San Jose Mercury News* publie un reportage suggérant la collaboration de la CIA avec des trafiquants de cocaïne pour financer les Contras contre le gouvernement du Nicaragua, les trois grands quotidiens nationaux le *New York Times*, le *Washington Post* et *Los Angeles Times* ont déployé toute leur énergie pour engager une vaste campagne de dénigrement. Et pour cause, l'implication de la CIA dans le trafic des narcotrafiquants en appelle une autre, celle des médias : « Le *Washington Post* se déchaîne avec d'autant plus de violence que ce quotidien a largement contribué au financement de la Contra » (41). Et malgré diverses sources prouvant l'implication de la CIA, « ce n'est toujours pas assez pour les médias dominants. La presse estime que ces enquêtes internes [...] ne corroborent pas l'hypothèse d'une conspiration à noyer sous le crack les quartiers noirs » (42), ce qui fait de la presse

(37) Sur la caste que forment les journalistes, voir par exemple le bi-mensuel *Le Plan B* et le site Internet *Acrimed*.

(38) Sur la dénonciation de cette imposture, voir *ibidem*.

(39) Marie-Anne Matard-Bonucci, *Histoire de la mafia*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999, p. 91.

(40) Sophie Coignard et Alexandre Wickham, *L'Omertà française*, *op. cit.*, p. 117.

(41) Kristina Borjesson (sous la direction de), *Black List. Quinze grands journalistes américains brisent la loi du silence*, *op. cit.*, p. 37.

(42) *Ibidem*, p. 43.

le « véritable chien de garde de la CIA » (43). Faits confirmés par le récit édifiant de Michael Levine (44), devenu journaliste « par accident » après avoir travaillé 25 ans comme agent secret. Selon lui, les médias sont complices de cette manipulation qu'il nomme « l'arnaque de la guerre contre la drogue ». Effectivement, ceux-ci ont la possibilité de révéler l'implication de la CIA car ils sont avisés par une source fiable. Cet *insider* n'est autre que Michael Levine lui-même. Abasourdi par le silence des médias, il adresse des lettres anonymes au *New York Times*, *Washington Post* et *Miami Herald* : silence radio ! Naïf, comme il l'avoue lui-même, quant aux prétendues vertus de la presse, il s'obstine en rédigeant un courrier à plusieurs médias de référence en prenant le risque de décliner son identité, donnant un maximum de preuves pour étayer ses accusations et acceptant même d'être cité. Il s'apercevra quelques semaines plus tard que les services secrets enquêtent sur lui, les médias l'ayant « vendu ». Cet agent secret vit également la propriété de Manuel Noriega (grand trafiquant de cocaïne) bombardée par la CIA dont il était auparavant salarié et protégé, faisant des centaines de morts. La CIA réussit à masquer cette atrocité grâce aux journalistes : « En quelques mois, la presse parvient à gommer du CV de Manuel Noriega ses relations pourtant assidues avec certaines agences américaines » (45). La CIA s'autorise à tuer des citoyens innocents, les médias se rangeant explicitement du côté des assassins. Les rapports officiels de cette affaire seront classés « secret défense », on y revient !

Les menteurs et les criminels utilisent tous les moyens possibles, y compris légaux (législatifs ou constitutionnels) afin d'œuvrer pour la généralisation de la société mafeuse. En ce sens, la CIA s'emploie à édicter ses propres lois et par là à s'affranchir du droit international. Pour John Kelly, critique américain, le 4 mai 2000, « en rédigeant l'article 308, la Commission sénatoriale sur le renseignement a entériné le statut hors la loi de l'Agence » (46). Ainsi elle peut, entre autres, s'attacher les services de criminels. La conclusion de John Kelly est affligeante : « 100 000 délits et crimes sont-ils commis chaque année par la CIA ? La presse n'en dit mot. Une dérogation à la Constitution dispense-t-elle ce service de respecter les traités et accords internationaux ? Rien dans les journaux. Le Congrès approuve-t-il les crimes contre l'humanité perpétrés par l'Agence ? Les médias dominants couvrent ces dérives de leur silence complice » (47). Ce silence des médias les range du côté des criminels au point de permettre à la criminalité organisée de s'incruster, de s'immiscer au sein même de l'État en légiférant sur son propre statut. Comment ne pas penser ici à l'intuition de Guy Debord dès

(43) *Ibid.*, p. 46.

(44) Voir *ibid.*, pp. 375-416.

(45) *Ibid.*, p. 406.

(46) *Ibid.*, p. 354.

(47) *Ibid.*, p. 369.



Gianluigi Toccafondo et Simona Mulazzani, *Le criminel*, 1993.

1988 : « On se trompe chaque fois que l'on veut expliquer quelque chose en opposant la Mafia à l'État : ils ne sont jamais en rivalité » (48) ?

Au stade suprême du capitalisme, peut-être faut-il voir le stade suprême de l'État, les individus adeptes de comportements mafieux se sentant de plus en plus souverains au point de dicter les (leurs) lois. En ce sens, un exemple nous est donné par un récent article paru dans le *Monde diplomatique* et intitulé « Une "mafia de l'effet de serre" pollue l'Australie ». De puissants lobbies miniers et énergétiques australiens « ont participé directement et secrètement, pendant des années, à l'élaboration et à la rédaction des législations du gouvernement Howard [libéral au pouvoir de 1996 à 2007] sur l'environnement, afin de protéger leurs intérêts immédiats sous de pseudo-labels "verts" » (49). Ce que résume les propos du juge Giovanni Falcone, assassiné par la mafia italienne lorsqu'il expliquait que « la mafia est une organisation de secours mutuel qui agit aux dépens de la société civile et pour l'avantage de ses seuls membres » (50). Ces lobbies se sont d'ailleurs eux-mêmes baptisés « mafia, [...] terme particulièrement approprié pour décrire le système d'emboîtement des *think tanks* ("boîtes à idées"), [*think tanks*

(48) Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, *op. cit.*, p. 91.

(49) Laurence Mazure, « Une "mafia de l'effet de serre" pollue l'Australie », in *Le Monde diplomatique*, mai 2009, p. 24.

(50) Cité in Marie-Anne Matard-Bonucci, *Histoire de la mafia*, *op. cit.*, p. 34.

soutenus par des] journalistes complaisants, issus d'une presse conservatrice et contrôlée par les groupes Fairfax et News Corp de Rupert Murdoch » (51). Cette complaisance, voire compromission des journalistes est révélatrice d'un symptôme dévastateur : la corruption généralisée et endémique.

La victoire des « Schmocks » ?

Personnage de la comédie de Gustav Freytag, *Les Journalistes* (1853), Schmock incarne le journaliste corrompu (52). Karl Kraus, qui lance la publication de sa revue, *Die Fackel* (« Le Flambeau » en français), en 1899, utilise ce terme « Schmock » pour dénoncer et attaquer sans retenue l'arrogance et la corruption journalistique. Dans l'optique d'une critique radicale des médias, l'analyse de Kraus est d'une actualité étonnante. Il considère par exemple les entrepreneurs de presse comme moralement corrompus, de surcroît en faisant croire à l'opinion publique qu'ils remplissent une fonction plus noble alors que leur seul but est la recherche maximale du profit. Robert Hersant dit à ce propos : « Je ne fais pas un journal, je fais des journaux. C'est la même chose pour moi que n'importe quel chef d'entreprise » (53). Chez les journalistes dominants, les Schmocks pullulent. Plusieurs enquêtent à son actif, une productrice américaine constate : « Des journalistes achètent des informations ou offrent de luxueux “cadeaux de remerciements” à leurs interviewés » (54). Ces « cadeaux » sont une pratique courante pour obtenir un journaliste servile, et c'est un principe bien compris dans le milieu. Tout comme les journalistes australiens qui acceptent les voyages et donc la pollution australienne, « l'industrie pharmaceutique offre en pagaille des voyages gratuits aux journalistes médicaux » (55).

(51) Laurence Mazure, « Une “mafia de l'effet de serre” pollue l'Australie », in *Le Monde diplomatique*, *op.cit.*, p. 24. Les propos de Rupert Murdoch révèlent à quel point le marché des médias est partie prenante du capitalisme de tueurs : « Nous pouvons nous unir maintenant ou nous pouvons nous entre-tuer d'abord et nous unir ensuite » (cité in Noam Chomsky et Robert W. McChesney, *Propagande, médias et démocratie*, Montréal, Écosociété, 2004, p. 125).

(52) Dans sa pièce, Schmock est le « symbole de la mentalité du journaliste caméléon, sans convictions, sans principes et sans scrupules » (Jacques Bouveresse, *Schmock ou le triomphe du journalisme. La grande bataille de Karl Kraus*, Paris, Éditions du Seuil, 2001, p. 30), mais encore victime du système. Mais la comédie s'attache à un seul personnage, alors qu'une cinquantaine d'années plus tard Karl Kraus parle de Schmock comme étant le représentant d'une presse dont l'opportunisme, la corruption et la malhonnêteté sont les principaux caractères. Chez Kraus, les « Schmocks » détruisent la littérature, la poésie et la pensée en dégradant le langage.

(53) Patrick et Philippe Chastenet, *Citizen Hersant : de Pétain à Mitterrand. Histoire d'un empereur de la presse*, Paris, Éditions du Seuil, 1998, p. 398.

(54) Kristina Borjesson (sous la direction de), *Black List. Quinze grands journalistes américains brisent la loi du silence*, *op. cit.*, p. 268.

(55) Sophie Coignard et Alexandre Wickham, *L'Omertà française*, *op. cit.*, p. 216. L'affaire de l'ARC ou du sang contaminé ont le droit aux mêmes pratiques : une trentaine de journalistes sont envoyés aux Antilles pour la première, quand une vingtaine d'autres bénéficient de trois millions de francs pour la seconde (voir in *ibidem*, pp. 288 et 273).

C'est également vrai pour les journalistes économiques, lorsqu'un PDG a de mauvaises nouvelles à annoncer (56). Les journalistes ont d'ailleurs parfois conscience de leur bassesse, manifestant benoîtement leur irresponsabilité. Ainsi, Thomas Ferenczi, ancien chef du service politique du *Monde*, confesse : « La corruption était aussi grande qu'aujourd'hui, mais c'était un non-sujet. [...] On n'en parlait pas » (57).

Ces exemples ne doivent pas avoir pour effet de banaliser la corruption comme le font les médias lors de brèves décontextualisées. Jean Ziegler y voit plutôt la destruction de la société démocratique : « À la fin nous aurons un État infiltré, subverti, peut-être même dirigé par la criminalité organisée. La corruption sera alors considérée comme un phénomène inéluctable et généralement accepté » (58) alors que c'est par celle-ci que les seigneurs du crime tentent de dominer les États de droit. Si pour ce dernier, le blanchiment de l'argent illégal est l'une des conditions premières de la prolifération de la criminalité, les journalistes ont malheureusement choisi leur camp, comme lors de l'enquête sur le Crédit lyonnais où l'on apprend qu'une vingtaine de journalistes sont payés par un homme d'affaire italien (59). Le milieu financier assure en effet le foisonnement des Schmocks. Selon Denis Robert, les seuls interlocuteurs des dirigeants de Clearstream, « pendant près de trente ans, ont été des journalistes spécialisés, complaisants, asservis ou compromis. [...] C'est un constat basé sur des listes internes à Clearstream. Celles-ci mentionnent des dizaines de journalistes financiers amis » (60), les piges étant, de plus, grassement payées par les banques. En outre, les journalistes deviennent banquiers ou les attachés de presse des banques deviennent journalistes. Denis Robert précise également comment son livre *Révélation Dollars* est sévèrement discrédité par l'ensemble de la presse : « Je m'attendais à une opposition de la presse financière, mais pas du *Monde* ni de *Libération*. Je ne m'attendais pas non plus au silence du *Canard enchaîné* ou du *Monde diplomatique* » (61).

Une autre aberration est sans doute la notion de « journalisme financier » tant la « culture du silence » y est ancrée, avec ce que la presse financière nomme elle-même les « budgets du silence » (62). Les journalistes financiers ne doivent pas déplaire aux annonceurs, avec les conséquences que cela peut induire. Par exemple, « la vénalité du journalisme financier sous la III^e République a contribué à vicier le fonctionnement de la presse toute entière, et partant, le marché même et la vie du régime démocratique » (63).

(56) Voir *ibid.*, p. 216.

(57) Cité in *ibid.*, p. 273.

(58) Jean Ziegler, *Les Seigneurs du crime. Les nouvelles mafias contre la démocratie*, op. cit., p. 278.

(59) Sophie Coignard et Alexandre Wickham, *L'Omertà française*, op. cit., p. 203.

(60) Denis Robert, *La Boîte noire*, op. cit., p. 30.

(61) *Ibidem*, p. 7.

(62) Voir *Le Canard Enchaîné*, 3 avril 1984.

(63) Jacques Henno, *La Presse économique et financière*, Paris, PUF, 1993, p. 28.

Toute sa vie durant, Karl Kraus dénonce ces imposteurs : « Le capitalisme financier tend de plus en plus à ressembler à un capitalisme pour initiés, dans lequel les propriétaires de journaux et les journalistes occupent évidemment une position qui les avantage considérablement » (64). Comment évoquer les malversations financières avec une telle collusion entre la bourse et la presse ? De tels engouements pour la finance et la bourse peuvent d'ailleurs être considérés comme d'essence mafieuse, si l'on suit Jacques de Saint Victor qui rappelle que les mafias sont d'autant plus menaçantes qu'elles sont visionnaires : la *Cosa Nostra* a « participé aux premières dynamiques de la mondialisation du capitalisme financier et spéculatif. Les ayant peut-être même précédées, elle les a en tout cas inspirées » (65).

Une telle banalisation des Schmocks dans le milieu journalistique révèle une tendance beaucoup plus grave à la corruption généralisée, synonyme d'implantation mafieuse triomphante qui s'étend au plus profond de la société, et ce jusque dans les mœurs. En ce sens, « ce n'est pas seulement la vie quotidienne des gens qui est dévastée. [...] Indéniablement, c'est toute la vie en société que la mafia menace » (66). L'esprit mafieux, dont nous parle Pino Arlacchi, gangrène toute la société en sacralisant la réussite individuelle et le *self made man* (67). Cet esprit de la gagne promu pas les zéloteurs du management permet de revendiquer la violence s'il le faut, le désir de destruction (soit disant créatrice) (68) au point de rendre le crime plus utile que la vertu (69). La mafia comme stade suprême du capitalisme prend ici tout son sens car la maximalisation du profit peut passer par le crime et annihiler du même coup toutes considérations éthiques et humaines, Karl Marx l'avait déjà prévu : « Un profit de 20 % suscite l'empressement ; 50 % une audace réelle ; 100 % le disposeront à piétiner toutes les lois humaines ; pour 300 %, il n'est pas de crime qui l'arrêtera » (70). Le mafieux devient donc respectable, la réussite passant d'ailleurs parfois par la consécration médiatique. C'est pourquoi la presse n'hésite pas à vanter les mafieux. Le magazine *Time*, consacré aux « génies des affaires du XX^e siècle », en 1998, a par exemple placé le nom de Lucky Luciano à côté de ceux de Bill Gates

(64) Cité in Jacques Bouveresse, *Schmock ou le triomphe du journalisme. La grande bataille de Karl Kraus, op. cit.*, p. 124.

(65) Jacques de Saint Victor, *Mafias. L'industrie de la peur, op. cit.*, p. 386.

(66) *Ibidem*, p. 294.

(67) *Ibid.*, pp. 367-384.

(68) Voir Gérard Rabinovitch, *De la destructivité humaine. Fragments sur le Béhémoth, op. cit.* Cet auteur développe plus précisément le concept de *destructivité*.

(69) Les écrits sur la modernité capitaliste de Bernard de Mandeville et de Sade sont sur ce point prémonitoires. Voir par exemple Patrick Vassort, « Sade : pour une critique de l'esprit du capitalisme », in Collectif, *Peut-on critiquer le capitalisme ?*, Paris, La Dispute, 2008 et Anselm Jappe, « Sade, prochain de qui ? », in *Illusio*, n° 4/5 (« Libido. Sexes, genres et dominations »), automne 2007, pp. 543-556.

(70) Cité in Jacques de Saint Victor, *Mafias. L'industrie de la peur, op. cit.*, p. 406.

ou d'Henry Ford (71). Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la mafia investisse dans tous les ressorts de l'industrie du divertissement : prostitution, pornographie, course de chevaux, jeux, sport et même la musique ou le cinéma. Les films hollywoodiens sur la mafia humanisent et glorifient les parrains, explique Pino Arlacchi, alors que ceux-ci sont « des prédateurs, des monstres et des crapules » (72). Les journalistes vantent les entrepreneurs mafieux qu'ils reconnaissent, envient ou fréquentent tout comme, selon Karl Kraus, la presse de la première moitié du XX^e siècle a humanisé la Première Guerre mondiale ou le nazisme. Et c'est certainement ici que sa critique radicale est décisive tant elle va à la racine des actes et des dire, c'est-à-dire qu'elle s'attaque non plus à la corruption économique et politique des journalistes, mais à la corruption du langage et des mots à laquelle ils œuvrent quotidiennement, « signe de corruption de la pensée et du sentiment » (73).

Réflexions sur le langage

Karl Kraus a toujours séparé le beau langage du jargon de journaliste qui reprend la phraséologie politicienne, tout en insistant bien sur les conséquences de ce « parler corrompu » en termes d'idées, de pensée, de morale : « Parler et penser sont un, et les Schmocks parlent de façon aussi corrompue qu'ils pensent ; et ils écrivent de façon aussi corrompue qu'ils parlent » (74). Le journalisme est soumis et tenté par les comportements mafieux, faisant selon Kraus de la prostitution non assumée l'état naturel de la presse : « Si on prend la "mise au pas" de la presse comme ingérence politique, elle signifie seulement sa dernière possibilité propre, le dernier stade au-delà duquel elle ne peut parvenir en vertu de sa constitution, qui est par nature la prostitution » (75). La presse est ainsi prédisposée à ingurgiter et répandre le langage politicien. On parle par exemple de *personnes défavorisées* et non plus de *pauvres*, d'*exclus* et non plus d'*exploités*, de *solidarité* ou de *partenariat* et non plus d'intérêts contradictoires de *classes sociales*, de *minorités extrémistes* pour des *contestataires*, ou encore de *preneurs d'otages* pour des *grévist*es bannissant toute signification d'une réelle prise d'otage (76).

(71) Cité in *ibidem*, p. 369.

(72) Voir Jean Ziegler, *Les Seigneurs du crime. Les nouvelles mafias contre la démocratie*, op. cit., p. 78.

(73) Karl Kraus, *Troisième nuit de Walpurgis*, Marseille, Agone, 2005, p. 177. Voir aussi Karl Kraus, *Les Derniers jours de l'humanité*, Marseille, Agone, 2005.

(74) Jacques Bouveresse, *Satire et prophétie. Les voix de Karl Kraus*, Marseille, Agone, 2007, p. 131.

(75) Karl Kraus, *Troisième nuit de Walpurgis*, op. cit., p. 44.

(76) Voir Éric Hazan, *LQR. La propagande au quotidien*, Paris, Raisons d'agir, 2006 ; Alain Bihr, *La Novlangue néolibérale. La rhétorique du fétichisme capitaliste*, Lausanne, Page deux, 2007 ou Pascal Durand (sous la direction de), *Les Nouveaux mots du pouvoir. Abécédaire critique*, Bruxelles, Aden, 2007.

George Orwell attachait également une valeur éthique à l'usage correct de la langue : « Si la prose se dégrade, la pensée se dégrade, et toutes les formes de communication les plus délicates se trouvent rompues. La liberté est liée à la qualité du langage » (77). Ce qui pose selon lui une question non suffisamment étudiée, celle des « relations qu'il y a entre les habitudes de pensée totalitaire et la corruption du langage » (78). Son appendice sur la novlangue dans son chef d'œuvre *1984* est à cet égard riche d'enseignement concernant l'altération ou la suppression radicale de mots, l'épuration de toutes significations indésirables de certains termes, la disparition de la polysémie, des métaphores, de concepts. Le jargon sportif est sans doute l'expression paroxystique de cette tendance : on parle d'*humanité* en sport alors qu'il faut y voir de la *barbarie* et de la *haine* ; de *santé* quand on observe tous les jours des *blessures* et de la *destruction* ; d'*épanouissement* en lieu et place d'*abrutissement* et d'*aliénation*. Si selon Orwell, « le langage politique a pour fonction de rendre le mensonge crédible et le meurtre respectable » (79), le journalisme sportif doit se voir comme l'*héroïsation de la violence* (80) : « Les spectateurs serbes ont soutenu très chaleureusement leur équipe et promettent un accueil infernal aux Bleus » (81). Comment peut-on mettre sur le même plan ce qui est « chaleureux » et « infernal » ? La dégradation du langage s'observe ici par des effets d'atténuation, de neutralisation ou d'euphémisation qui banalisent l'inacceptable et promeuvent l'insensibilité, l'indifférence, l'élimination des faibles en érigeant la cruauté, l'agressivité, la violence ou la destruction physique en valeurs cardinales. Ce qui n'est pas sans conséquences dans l'agir et le quotidien des individus. Jacques Bouveresse l'explique dans sa remarquable introduction à l'œuvre de Karl Kraus : « La parole est devenue action et c'est l'action qui a désormais la parole : à force de parler sans penser, il est normal que l'on finisse par agir également sans penser et, au stade ultime, par considérer l'action elle-même – de préférence énergique et brutale – comme la seule façon de se parler » (82). Ce que remarquait Victor Klemperer dans son étude philologique sur la langue du III^e Reich : « La langue ne se contente pas de poétiser et de penser à ma place. Elle dirige aussi mes sentiments, elle régit mon être moral d'autant plus naturellement que je m'en remets inconsciemment à elle » (83).

Par ailleurs, Orwell a également écrit que « ce qu'il y a de vraiment effrayant dans le totalitarisme [et dans le système mafieux pourrions-nous

(77) Cité in Simon Leys, *Orwell ou l'horreur de la politique*, Paris, Plon, 2006, p. 84.

(78) *Ibidem*, p. 94.

(79) *Ibid.*

(80) Voir Gérard Rabinovitch, *De la destructivité humaine. Fragments sur le Béhémoth*, *op. cit.*

(81) *L'Équipe*, 8 juin 2009.

(82) Jacques Bouveresse, « *Et Satan conduit le bal* ». Kraus, Hitler et le nazisme, préface à Karl Kraus, *Troisième nuit de Walpurgis*, *op. cit.*, p. 47.

(83) Victor Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 40.

ajouter], ce n'est pas qu'il commette des atrocités, mais qu'il s'attaque au concept de vérité absolue » (84). Dès lors, comment ne pas voir les dégâts que causent des slogans télévisés ou créés par les « journalistes-publicistes » des *think tanks* comme ceux utilisés par « les mafieux de l'effet de serre australien » : « Le dioxyde de carbone, ils l'appellent pollution. Nous l'appelons la vie » (85). Par ce renversement dont la modernité capitaliste a le secret, ceux qui s'attaquent à la vie prétendent la défendre. Un des analyseurs les plus percutants de l'attaque quotidienne faite au concept de vérité absolue est à notre sens le journalisme sportif – l'une des plus grosses boîtes à production de Schmocks – tant la corruption de la langue est à son apothéose, avec par exemple ce type d'affirmation délirante : « Richard Virenque est heureusement un exemple, la valeur refuge de tous ceux qui pensent que l'utopie n'est pas un fantasme mais l'unique manière de faire avancer le monde, de bouleverser les évidences et à l'occasion de renverser les dictatures qu'elles soient naissantes ou bien établies » (86). De tels propos du journaliste Gérard Ejnès relèvent quasiment de la névrose. Comment le journal *L'Équipe*, issu de la Collaboration, peut-il comparer une « bête de foire » shootée à la drogue et au fric avec des individus qui ont réellement combattu ou combattent aujourd'hui contre des dictatures, vivent des atrocités et perdent la vie ? Ce niveau quasi inégalé de corruption de la langue – autrement dit cette séparation avec l'idée de la vie – a pour effet d'éradiquer objectivement le sens, la valeur de la lutte contre toutes forces antidémocratiques. Contrairement au sens commun, nous allons maintenant étudier ces forces anti-démocratiques particulièrement présentes dans le monde du sport.

De la mafia non médiatisée au journalisme sportif mafieux

La presse sportive n'est pas une thématique ou un sujet « noble », ce qui pour autant ne devrait pas la dispenser d'une critique radicale. Celle-ci peut être considérée comme un cadre d'intelligibilité pour tenter de rendre compte de la totalité sociétale. De notre point de vue, la presse sportive et le journalisme sportif exacerbent certaines caractéristiques de la presse généraliste : compromissions, mensonges, manipulations, silences, bassesse humaine, copinage, clientélisme, corruption, vénalité, etc., au point d'en être un analyseur privilégié. Cela nous amène à préciser et orienter notre problématique, d'une part autour du secret comme fondement du système médiatico-sportif, et d'autre part autour de la violence qui est vécue et subie, survalorisée et finalement *héroïsée*. Le journalisme sportif

(84) Cité in *Le Monde diplomatique*, *op. cit.*, p. 29.

(85) Cité in *ibidem*, p. 25.

(86) *L'Équipe*, 19 juillet 1997.

doit ici se voir à son tour comme un analyseur de l'institution sportive, elle-même symptomatique du système mafieux mondial et local développé par le capitalisme. Nous nous appuyons donc sur la thèse développée par Jean Ziegler déjà citée, à savoir que la mafia constitue « le stade suprême et l'essence même du mode de production capitaliste » (87) et de l'explicitation qu'il en donne : le système mafieux ou « un cartel criminel est d'abord une organisation économique, financière, de type capitaliste, structurée selon les mêmes paramètres de maximalisation du profit, du contrôle vertical et de productivité [...]. En même temps, le cartel est une hiérarchie militaire. La violence est au fondement de toute association criminelle. [...] Le troisième mode d'organisation auquel fait appel le cartel criminel est la parenté clanique, la structure ethnique » (88).

Pour appuyer notre propos dans cette partie, nous convoquerons également la critique radicale du sport qui permet d'affirmer que le sport est l'un des produits les plus aboutis de l'idéologie capitaliste tant il façonne les corps et fascine les esprits. Cet esprit sportif (89) s'est tellement propagé dans nos sociétés modernes qu'il est sacralisé et naturalisé jusqu'à faire croire de façon absurde que le sport serait né avec l'humanité tout comme l'homme serait né compétiteur. Un tel non-sens ne permet pas d'observer les *catégories* qui définissent le sport : la barbarie, l'anti-intellectualisme, la révolution conservatrice et réactionnaire, la haine, la destruction de l'altérité, le culte du corps, la répression sexuelle, la misogynie, le fascisme, la compétition, la productivité, etc., et des *axiomes* correspondant également au système mafieux : la violence, la maximalisation du profit, la corruption, l'*omertà*, l'organisation militaire et clanique qui sont même souvent revendiquées... C'est ce que décrit Jean-Marie Brohm : « Ma thèse est que le sport s'est transformé en un groupement de type mafieux, avec sa loi du silence, ses rites de consécration, ses luttes intestines féroces, ses coups fourrés et son inépuisable capacité de mensonge. Celle-ci trouve son apothéose dans la langue de bois sportive qui "couvre" les innombrables affaires, magouilles, délits et violences du milieu. On peut même estimer que l'institution sportive, gangrenée par la course au fric et à la puissance, est devenue une branche florissante du crime organisé, stade suprême du capitalisme : crime organisé des divers trafics de drogues et de produits dopants, crime organisé du blanchiment de l'argent sale et de l'évasion fiscale, crime organisé des ventes, achats et transferts des esclaves du muscle par des négriers sans scrupules, assistés d'intermédiaires véreux, crime organisé des arrangements de matches, tripatouillages de résultats et corruptions d'arbitres » (90).

(87) Jean Ziegler, *Les Seigneurs du crime. Les nouvelles mafias contre la démocratie*, op. cit., p. 11.

(88) *Ibidem*, pp. 21-22.

(89) Voir Nicolas Oblin, *Sport et capitalisme de l'esprit. Sociologie politique de l'institution sportive*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009.

(90) Jean-Marie Brohm, *Les Shootés du stade*, Paris, Éditions Paris-Méditerranée, 1998, pp. 13-14.

Le sport, qui est traversé et régi par les pratiques criminelles et délinquantes, peut être considéré, ainsi que le montre Patrick Vassort, comme « une nouvelle dimension mafieuse » (91). Il s'organise et se développe partout dans le monde en faisant appel à la violence, à l'*omertà*, à l'opacité sur ses financements, ses relations politiques douteuses. Autrement dit, le sport « de par sa philosophie de la performance [...] est le système par excellence du capitalisme mafieux » (92). Et ceci dans chaque strate et organisation de l'institution sportive. Le rapport 2003 du Service Central de Prévention de la Corruption (SCPC) évoque le fait que « toute la chaîne peut être affectée par des tricheries : joueurs, clubs, intermédiaires, sponsors, médias » (93). Le rapport fait même allusion à « certains journalistes sportifs assez célèbres qui ont utilisé leur notoriété pour valoriser abusivement des joueurs et favoriser leur transfert moyennant une large rétribution » (94). De par le statut de ces derniers, leurs relations avec les sportifs et leurs « informations » qui polluent l'espace public, la corruption est inhérente, endémique au journalisme sportif. Nous souhaitons montrer qu'en tant que catégorie essentielle de la mafia, l'*omertà*, la loi du silence ou encore le secret constituent et définissent le journalisme sportif, tout comme le mensonge, la manipulation, l'injustice, l'irresponsabilité et tout ce qui s'oppose à la notion de *vérité*. L'information sportive, techniciste, futile, vide de sens et au mieux inintéressante laisse un terrain propice au silence et au développement de la mafia en ce sens qu'elle ne parle que trop rarement ou de façon erronée de ce qui existe (dopage, décès, viols, aliénation, pratiques à risques, enjeux politiques...) pour s'attarder sur ce qui n'existe pas (le sport humaniste, la solidarité, la beauté...).

Pour bien considérer le sport comme un fait social total (95) – et à l'encontre des chantages du « sport démocratique », du « sport de gauche », du « sport amateur », etc. –, il s'agit ici à propos des médias sportifs de mettre en relation, en interactions ceux-là mêmes avec la criminalité organisée, les trafiquants de stupéfiants, les paradis fiscaux, les sociétés *offshore*, les chantages et pressions en tous genres, les élections truquées, l'opacité des comptes et du fonctionnement administratif des institutions sportives mondiales telles que la Fédération internationale de football (FIFA) et le Comité international olympique (CIO) (96). Autrement dit, il s'agit de se situer dans une *critique de la séparation*, comme l'évoque le titre d'un des films de

(91) Voir Patrick Vassort, « Le sport : une nouvelle dimension mafieuse », in Patrick Vassort (sous la direction de), *Les Irréductibles*, n° 4 (« Sociologie politique de l'institution sportive »), Université de Paris 8-Saint-Denis, juin-juillet 2004, pp. 585-604.

(92) Patrick Vassort, « L'étrange économie du football », in Camille Dal et Ronan David (sous la direction de), *Football. Sociologie de la haine*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 109-110.

(93) Cité in *ibidem*, p. 116.

(94) *Ibid.*, p. 117.

(95) Voir Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950.

(96) Voir le récit d'Andrew Jennings, « Le CIO, la FIFA, le capitalisme et leur monde de gangsters », texte *infra*.



Édouard Debat-Ponsan, *La Vérité sortant du puits*, 1898.

Guy Debord (97), pour qui la séparation est « cette distance organisée entre chacun et tous », séparation qui brouille la compréhension pour certains et permet à d'autres de fuir dans le mensonge et la déresponsabilisation.

Ceci est vrai, par exemple, concernant la question des droits de retransmissions télévisuelles (droits TV), en particulier lors des compétitions sportives internationales que sont les Jeux olympiques (JO) et la Coupe du monde de football, moment d'abrutissement et de sous-culture de masse (98) par excellence. Le mariage d'amour et de raison entre le sport et les médias (99) n'est plus à démontrer. Le sport s'étend en partie selon des méthodes impérialistes propres au capitalisme par l'intermédiaire des médias, tout comme les médias sont imprégnés de l'idéologie sportive (100) au point de calquer leur système d'information et de communication sur le modèle sportif ou l'information sportive. Les deux institutions se défendent donc mutuellement, la vérité sur l'une étant masquée par l'autre et vice-versa. L'idéologie sportive se propage dans les quatre coins de la planète à grands coups de matraquage médiatique excluant toute autre pratique ou représentation corporelle, et donc en cela une partie de la culture. Les médias contribuent à la *sportivisation de la société et de l'homme* dans toutes ses dimensions humaines (travail, temps libre, pratiques physiques, relations professionnelles, sexualité (101), consommation, création...). Dans le cadre de cette *sportivisation du monde*, celle-ci n'étant qu'un support de l'extension prédatrice et mortifère du capitalisme, la médiatisation sportive *via* les droits TV joue un grand rôle.

Les médias sportifs au centre de l'organisation d'institutions mafieuses

Les droits TV se situent souvent au centre d'un « cloaque mafieux » (102) où les relations financières entre les institutions sportives et médiatiques sont complexifiées par des méthodes capitalistes (103). D'ailleurs, les empires médiatiques les plus puissants de la planète (les groupes MacCormak, Bertelsmann, Murdoch, mais aussi les principales

(97) Voir Guy Debord, *Œuvres cinématographiques complètes*, Paris, Gaumont Vidéo, 2005.

(98) Voir Siegfried Kracauer, *Les Employés. Aperçus de l'Allemagne nouvelle (1929)*, Paris, Avinus, 2000.

(99) Voir Jean-Marie Brohm, « Sport et télévision : la société du spectacle », in Jean-Pierre Escriva et Henri Vaugrand (textes présentés par), *L'Opium sportif. La critique radicale de l'extrême gauche à Quel Corps ?*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 279-286.

(100) Voir Michel Caillat, *L'Idéologie du sport en France depuis 1880 (Race, guerre et religion)*, Montreuil, Les Éditions de la Passion, 1989.

(101) Voir Camille Dal, « Sportivisation du sexe et sexualisation sportive », in *Illusio*, n° 4/5 (« Libido. Sexes, genres et dominations »), *op. cit.*, pp. 397-417.

(102) Voir Patrick Vassort, « Le cloaque mafieux du football mondial », in *Le Monde diplomatique*, juin 2002.

(103) Voir Patrick Vassort, « L'étrange économie du football », in Camille Dal et Ronan David (sous la direction de), *Football. Sociologie de la haine*, *op. cit.*, pp. 89-130. Voir également du même auteur, « Le sport : un crime institutionnalisé », texte *infra*.

chaînes nationales comme NBC, Canal +, etc.) s'affrontent avec violence sur le marché des droits sportifs. Par exemple, à propos du renouvellement du contrat de rugby en janvier 1995, Jean-Pierre Elkabbach, à l'époque PDG de France-Télévision expliquait que « la négociation a été jusqu'à l'ultime moment, une guerre arrogante et brutale avec lobbying, lutte d'influence, dénigrement, menaces, argent... » (104). Comment ne pas voir ici la façon dont le *complexe médiatico-sportif* est « traversé par la mafia, par ses finances, par ses hommes, par ses produits et ses manières de faire, ses modes ou ses méthodes » (105) ? Imaginons ce que cela peut bien être lorsqu'il s'agit des sommes faramineuses pour les Jeux olympiques (JO) ou les Coupes du monde de football. Cet honorable univers de médias, sponsors, sociétés de marketing et investisseurs n'est évidemment pas à l'abri d'innombrables trucages, détournements de fonds, pots-de-vin, dessous de table ; énumération résumant à merveille les deux grandes institutions *sportivo-capitalo-mafieuses* que sont le CIO et la FIFA. Celles-ci doivent d'ailleurs développer un conglomérat médiatique dont la fin justifie les moyens : l'accumulation toujours plus grande de capital, et donc de domination. C'est pourquoi Sepp Blatter, le président de la FIFA, et ses collègues (collaborateurs un jour, ennemis un autre) – « cette nouvelle race d'administrateurs sportifs » selon Andrew Jennings – négocient constamment avec des empires médiatiques comme ce « consortium international regroupant des chaînes TV publiques » (106).

C'est également vrai pour le CIO qui intègre parmi ses membres cooptés ou élus selon des méthodes dignes des sociétés les plus secrètes Mario Vasquez Rana, l'un des hommes les plus riches du Mexique, son empire médiatique faisant de lui un personnage politique des plus puissants d'Amérique centrale. Celui-ci est président de l'Association des Comités nationaux olympiques, depuis sa création en 1979. Il possède plus de 70 journaux et possède le groupe de presse *El Sol*, le plus important éditeur de journaux mexicains (107). Au sein du CIO, il y a, en outre, d'autres membres « surprenants », tant par leurs activités politiques que médiatiques. On trouve, par exemple, l'indonésien Bob Hasan qui siège à la commission télévision, aux côtés d'Alex Gilady qui s'occupe en même temps des droits de diffusion de la chaîne NBC au point que « les observateurs se demandaient de quel côté de la table Alex pouvait bien être assis lors des négociations entre NBC et le CIO » (108). Quant à Bob Hasan, il a entretenu quarante ans de relations d'affaires avec le dictateur destitué Suharto. Rappelons tout

(104) Cité in Éric Maitrot, *Sport et télé. Les liaisons dangereuses*, Paris, Flammarion, 1995, p. 11.

(105) Patrick Vassort, « L'étrange économie du football », in Camille Dal et Ronan David (sous la direction de), *Football. Sociologie de la haine*, op. cit., p. 115.

(106) Andrew Jennings, *Carton Rouge ! Les dessous troublants de la FIFA*, Paris, Presses de la Cité, 2006, p. 83.

(107) Voir Andrew Jennings et Vyv Simson, *Main basse sur les J.O.*, Paris, Flammarion, 1992, pp. 287-288.

(108) Andrew Jennings, *La Face cachée des Jeux olympiques*, Paris, L'Archipel, 2000, p. 168.

de même que dans les années 1960, un demi million d'hommes et de femmes périrent, assassinés, torturés, affamés, ou disparurent dans les goulags indonésiens de ce dernier.

Autres parmi tant de tractations frauduleuses et crapuleuses sont celles des droits TV des JO de Séoul, en 1988. La bataille fut féroce entre le Comité olympique coréen qui faisait monter les enchères et la chaîne américaine NBC. Le véritable pouvoir derrière l'équipe d'organisation coréenne était Kim Un Yong, un autre membre du CIO. « Une fois conclues les négociations avec les chaînes américaines, il vendit le reste des droits TV dans le monde entier » (109). Or, il s'avère que Kim est un personnage important des services de renseignements coréens, qu'il dirige la « CIA coréenne » et est « un homme dangereux vu comme le plus grand truand de Corée » (110). Selon Andrew Jennings, Kim « est parvenu aux hautes fonctions dans un État totalitaire qui a assassiné sans ciller les dissidents et s'est servi du sport pour redorer un blason terni » (111), tout comme l'ancien président Juan Antonio Samaranch. Il est intéressant de remarquer comment les médias et la presse ont une responsabilité difficilement récusable quant au développement, à l'extension du fascisme ou du système mafieux, autrement dit de tout ce qui attaque ou amoindrit la démocratie, et en particulier quand ils s'allient avec le sport.

Samaranch est un exemple éloquent puisqu'il fut un partisan actif d'une des plus vieilles dictatures d'Europe pendant près de 40 ans. Ainsi, « il revêtit la chemise bleue franquiste pour défiler dans les rues, le bras droit levé pour le salut franquiste. Il accéda aux fonctions de [...] "délégué national au sport" franquiste, l'équivalent d'un secrétaire d'État » (112). Et l'un des facteurs de son succès politique et olympique fut « sa capacité de s'assurer le soutien inconditionnel de la presse » (113). Dans ce qu'il entreprit, « il soudoya tout simplement les journalistes [...]. Samaranch obtint une meilleure presse que la plupart de ses collègues du *Movimiento*. Il existait à Barcelone une brigade de journalistes toujours prêts à l'encenser. Il avait la réputation d'offrir des cadeaux aux journalistes, comme il l'avait fait pour les filles des night-clubs » (114). Autrement dit, « la presse et les actualités ont joué un rôle-clé dans l'ascension de Samaranch. Il avait appris très tôt qu'un mélange adéquat de censure, de pots-de-vin et de faveur distribués aux journalistes était essentiel pour promouvoir sa carrière politique » (115). Cet individu est un analyseur particulièrement intéressant en ce sens qu'il représente un point nodal entre le sport et les médias avec tout ce qui peut

(109) Andrew Jennings et Vyv Simson, *Main basse sur les J.O.*, *op. cit.*, p. 192.

(110) *Ibidem*, pp. 202-203.

(111) *Ibid.*, p. 202.

(112) *Ibid.*, p. 84.

(113) *Ibid.*, p. 94.

(114) *Ibid.*

(115) *Ibid.*, pp. 97-98.

être en opposition ou contradiction avec la démocratie, à savoir ici le fascisme et la mafia.

Les médias sportifs, la presse sportive peuvent être ainsi considérés comme les chiens de garde (116) des institutions sportives mondiales corrompues, en d'autres termes les chiens de garde de l'ordre établi. Nous pourrions même dire qu'ils le créent et le renforcent en intensifiant la domination d'une minorité d'individus sur la majorité de la population, mais aussi la domination d'un système économique, la domination d'une *philosophie de la vie*, bref la domination économique-politique comme remise en cause de la démocratie. Toute autre activité des journalistes est difficilement observable, comme le rappellent la session annuelle du CIO : « En dépit de l'attention massive des médias – 500 journalistes, photographes et équipes de télévision accrédités présents à Birmingham –, la teneur réelle des débats est rarement dévoilée » (117). Les médias n'ont pas accès à l'information filtrée par le bureau de presse du CIO, mais les journalistes serviles et « *fair play* » s'accommodent bien de cette situation : « Le centre de presse est saturée de logos et des produits des grands sponsors [...]. Chaque journaliste accepte avec joie son sac Adidas gratuit. Tout cela fait partie du processus de relations publiques. *La presse devient un membre de la famille olympique*, de l'équipe olympique » (118). Donc, elle adopte à l'occasion certaines caractéristiques de cette organisation mafieuse en intégrant ses rites, ses habitudes, ses « valeurs », ses cadeaux et ses secrets devenus la règle et la seule *vérité*. Alors, à quel type de traitement médiatique avons-nous affaire quant à la criminalité sportive ? Quels comportements journalistiques peut-on observer face aux mafias, à la corruption, à l'*omertà* sportive ? Quelle dénonciation de la délinquance sportive ?

Retour sur le traitement de l'affaire VA-OM

Si les médias participent de l'extension mafieuse de par leurs contrats, négociations, flux monétaires opaques en tant qu'acteurs économiques, ils participent aussi de la falsification de la vérité ou freinent sérieusement la justice lorsque, par exemple, Bernard Tapie – adepte des comportements mafieux – est accusé de corruption. Dans certains cas comme celui-ci, le rôle des médias d'information ou de la presse (télévisuelle, radiophonique et écrite) est de protéger les mafieux, leurs collaborateurs et leurs intérêts qui sont aussi les siens, et ceci par n'importe quels moyens. Précisons que l'affaire VA-OM éclate à la suite des aveux de sportifs et non d'une enquête journalistique. Éric de Montgolfier, le procureur de la République chargé de ce dossier, montre à l'occasion les enjeux politiques

(116) Voir Paul Nizan, *Les Chiens de garde*, Marseille, Agone, 1998 et Serge Halimi, *Les Nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1997.

(117) Andrew Jennings et Vyv Simson, *Main basse sur les J.O.*, *op. cit.*, p. 32.

(118) *Ibidem*, p. 33, souligné par nous.

et médiatiques de la corruption dans les milieux sportifs. Il peut comprendre qu'avec le chômage et « ce type de désespoir le sport devienne souvent dérivatif » (119). Mais la dimension mafieuse du sport ne doit pas pour autant être minimisée. « Je refuse de banaliser ce dossier pour ne pas banaliser la corruption, précise le procureur, [...] il faut réhabiliter Jacques Glassmann afin de montrer, non seulement qu'il n'y a pas de risque à dénoncer la corruption, mais qu'il y a aussi du mérite. Sinon, c'est faire le lit de la corruption dans les stades » (120). Bernard Tapie, professionnel en la matière et représentant d'un certain « art mafieux », essaye même de corrompre le procureur, avec le soutien du Président de la République. François Mitterrand se fera d'ailleurs l'avocat de Tapie en désapprouvant l'attitude de Montgolfier. Son Garde des sceaux, Pierre Méhaugnerie, espère que le procureur de Valenciennes « revienne à un mode de communication plus habituel avec la presse » (121). Formule intéressante qui révèle la nature, le rôle et la fonction véritable de la presse, tout comme celle de Jean-Louis Borloo à l'époque avocat de Bernard Tapie : « La forte présence médiatique du procureur n'est pas conforme à nos habitudes républicaines » (122).

Le procureur découvre donc la nature du sport par l'intermédiaire du football, et en saisit le sens : « J'estime que dans une société forte, le sport ne peut pas avoir une telle importance. C'est l'indice d'une société en déshérence. Que l'on se jette dans le sport ou dans la drogue, où est la différence ? Aujourd'hui, je rencontre moins de difficultés à mettre en liquidation une entreprise qu'un club de football ! » (123). Conscient du caractère mafieux du sport, il renchérit : « J'ai découvert un monde où tout semble permis dans la plus totale impunité... Et puis il y a l'intervention du milieu [...]. La composition de la tribune [au stade Vélodrome de Marseille] était surprenante. On a vu dans cette affaire apparaître les noms de truands célèbres » (124). Éric de Montgolfier est aussi surpris par la spectacularisation médiatique du procès qui se termine en « match » « Tapie-TF1 contre Montgolfier-France2 ». La *sportivisation médiatico-judiciaire* suit bien le processus de *sportivisation totale de la société*. Il dénonce d'ailleurs les mensonges et les partis pris de TF1. Selon lui, la présentation de l'affaire VA-OM au « 20 heures » du dimanche 27 juin 1993 est « partisane et malhonnête. [...] Ce reportage ne laisse aucune place à la vérité » (125). Un journaliste de *France 2* avouera d'ailleurs la maximalisation du profit via l'audimat qui valorise la délinquance et la criminalité : « La vérité, c'est qu'à TF1 comme à *France 2* on est bien content de l'avoir dans le "20 heures". Tout le monde court

(119) Cité in Jean-Jacques Eydelie, *Je ne joue plus !*, Paris, L'Archipel, 2006, p. 180.

(120) *Ibidem*, p. 181.

(121) Cité in *ibid.*, p. 134.

(122) *Ibid.*, p. 128.

(123) Cité in Éric Maitrot, *Sport et télé. Les liaisons dangereuses, op. cit.*, p. 248.

(124) *Ibidem*, p. 249.

(125) *Ibid.*, p. 260.

derrière Tapie et Tapie court derrière tout le monde. Il faut bien reconnaître que c'est un sacré client et qu'avec lui vous êtes sûrs de faire péter l'audimat » (126). Le climat mafieux fait donc vivre les médias. Le spectateur attend, adule, voire se reconnaît dans le mafieux : cette médiocrité et cette curiosité, dignes des plus abjectes magazines de presse people, sont terriblement révélatrices de notre époque.

Pressions et violences dans le milieu du journalisme sportif

Si le traitement de faveur n'est pas respecté vis-à-vis de tout type de comportement mafieux de la part des journalistes, ceux qui n'entendent pas faire leur métier ainsi peuvent subir des pressions ou diverses formes de violence. Bernard Tapie joue d'ailleurs à merveille le rôle de la brute mafieuse, jouant de chantages ou de menaces lorsque de rares critiques apparaissent çà et là. En 1990, le journaliste Dominique Grimault est injurié : « Tu vas me le payer très cher. T'es un enculé. Tu vas voir ce que je vais faire de ta carte de presse ! » (127). Tapie ira même jusqu'à frapper en public un journaliste. Il s'agit d'Alain Vernon, à la suite d'un reportage sur les magouilles et les comptes opaques de l'OM : « Si tu approches mes joueurs, je te casse la gueule ». Après un coup de poing dans le visage du journaliste, Tapie insiste : « J'aurai ta peau. Bourges, c'est mon pote, je te ferai gerber de la Deux. On te connaît, sale communiste » (128). Quand ce n'est pas le fait d'une brute extérieure aux médias, les journalistes sportifs sont vite rappelés à l'ordre par leur propre institution, s'ils décident de divulguer certaines vérités. Journaliste à *L'Équipe*, avec dix Tours de France au compteur, Pierre Ballester est – selon sa propre formule – « viré comme un malpropre » (129) par la direction. Son crime : avoir accusé des collègues de connivences avec des coureurs de l'équipe Festina jusqu'à la prise en commun de « pots belges », ce doux mélange d'amphétamines, héroïne, cocaïne, caféine et antalgiques. Journalisme sportif et esprit critique ne faisant pas bon ménage, Jérôme Bureau se débarrassera également d'un autre élément gênant en virant Gérard Eldenstein pour « délit d'opinion » (130), lequel ironisait sur le « football-business », Tapie ou encore Thierry Roland. On le voit, la dénonciation du *milieu* n'est pas l'apanage de la direction de *L'Équipe*, ce qui contribue objectivement à la prolifération de la délinquance sportive, et donc de la délinquance en générale.

Lorsqu'Alain Vernon et Dominique Le Glou font un reportage intitulé « Danger dopage » dans le milieu du cyclisme, en 1989, pour la deuxième chaîne hertzienne, le désintérêt de leur patron des sports est sans

(126) *Ibid.*, p. 279.

(127) *Ibid.*, p. 331.

(128) *Ibid.*, p. 198.

(129) Cité in David Garcia, *La Face cachée de L'Équipe*, Paris, Éditions Danger Public, 2008, p. 6.

(130) Voir *ibidem*, p. 331.

appel : « Ce que vous faites ne sert à rien, ce qui compte c'est le spectacle » (131). Dominique Le Glou raconte : « On a subi beaucoup de pressions, notamment de la part des directeurs sportifs qui nous disaient : "On va vous écraser" » (132). L'enquête et l'investigation, la dénonciation du dopage ou de la corruption sont donc « morts avec l'avènement de l'audimat et la multiplication des contrats d'exclusivité » (133), explique Alain Vernon. Pascal Praud, pour sa part, résume bien le fatalisme ambiant : « Après avoir renoncé à l'insolence – par carriérisme je l'avoue –, il fallait que je m'adapte sinon tu passes pour un fouteur de merde auprès de la *famille du sport*. Tu ne fais pas le poids et, si tu résistes, *tu es laminé par le système* [...]. Alors moi, *je ne me pose plus de problème de morale* » (134). Certaines de ces citations pourraient être exprimées par des repentis ou proches de milieux mafieux, contenant les éléments suivant : immoralisme, peur de représailles, violence, pressions, critique interdite, avec son corollaire, la loi du silence et la dépendance à une famille secrète, etc.

Une autre caractéristique du système mafieux est l'organisation clanique, cette structure ethnique dont parle Jean Ziegler. Or, l'institution sportive se réclame constamment d'une « grande famille », y compris les médias et journalistes sportifs avec par exemple le Variété Club de France (VCF). « "Franc-maçonnerie de la déconnade", "club de vacances pour fouteurs en retraite et journalistes en goguette", le VCF serait une "mafia du foot et des médias" », comme le reconnaît Thierry Gilardi : « Nous sommes une franc-maçonnerie amicale et un groupe de pression » (135). D'ailleurs, comme toute bonne famille qui se respecte, les règlements de comptes se font en interne. Concernant une affaire de pots-de-vin qui touchait le club de football de Metz, une émission diffusée sur *France 2* confronte les différents acteurs. Les propos suivants éclairent le fonctionnement mafieux des institutions sportives : « J'avais en face de moi un parrain entouré de ses séides et défendant une logique en laquelle il croyait : les affaires se règlent en famille. C'était *l'omertà, la solidarité mafieuse* » (136). L'ancien présentateur du « 20 heures », Claude Sérillon, comprit son erreur en essayant d'organiser un débat-vérité sur les affaires du football : « Le fait d'oser les réunir sur un plateau télé, c'était déjà un crime de lèse-majesté. Jamais, ni dans les sphères politiques, ni dans le monde des affaires, je n'avais rencontré une telle *langue de bois*. Ils ont appliqué la loi du silence » (137).

(131) Éric Maitrot, *Sport et télé. Les liaisons dangereuses*, op. cit., p. 347.

(132) Cité in Amélie Boguet, *Le Dopage ou la loi du silence journalistique*, Université Pierre Mendès-France de Grenoble, Mémoire de troisième année, IEP de Grenoble, 2001, p. 156.

(133) Éric Maitrot, *Sport et télé. Les liaisons dangereuses*, op. cit., p. 333.

(134) *Ibidem*, p. 341, souligné par nous.

(135) *Ibid.*, pp. 50-51.

(136) *Ibid.*, p. 42, souligné par nous.

(137) *Ibid.*, p. 43.

Loi du silence, omertà

Ainsi, médias et journalistes sportifs s'assimilent parfaitement au système mafieux au point d'en devenir un lieu de production idéologique et d'en favoriser son expansion. Cette assimilation, cette imbrication, ce parallèle principal et originel entre le sport et la mafia peut se prolonger par l'intermédiaire d'un des concepts ou principes clés d'une organisation mafieuse et/ou sportive, c'est-à-dire l'*omertà*, autrement dit la loi du silence ou l'exigence du secret – sur lesquelles repose également le capitalisme qui n'a d'autre moyen pour se reproduire que la *falsification de la vérité* (138). Cette loi du silence peut s'expliquer par différentes caractéristiques qui définissent – de façon générique pourrions-nous dire – le journalisme sportif (et le journalisme en général, mais néanmoins sous d'autres formes). Elle se traduit, tout d'abord, par la complicité, la complaisance et la compromission des journalistes à l'égard des sportifs. L'enquête de David Garcia montre bien comment les journalistes sont dépendants des sportifs (et vice-versa), comment ils deviennent leurs amis au point, d'ailleurs, de ne plus rien pouvoir dire de gênant... Ils recueillent auprès d'eux des confidences totalement inexploitable : « En fait, on sait tout mais on ne dira rien » (139), s'amuse à dire, cyniquement, un « reporter » de Canal +. Antoine Vayer (140) stigmatise les journalistes de *L'Équipe* (qualifiée au passage de « Pravda du sport » par ce dernier) qui servent « de relations publiques aux joueurs, partagent leur mode de vie et même plus si affinités » (141). Selon le chef de la rubrique cyclisme, « *L'Équipe* n'est pas sortie de cette ambiguïté entre une critique salutaire du dopage et la nécessité vitale pour elle d'être proche des champions » (142).

Cette proximité établit de fait une relation entre sportifs et journalistes qui interdit à ces derniers de parler. Ceux-ci sont donc en pleine contradiction avec le journalisme, définit de façon traditionnelle, idéaliste et illusoire au demeurant. Cette imposture intellectuelle et professionnelle est illustrée par un journaliste de *L'Équipe* : « Comment voulez-vous faire un journal crédible avec des informations puisées auprès de sources amies ? C'est un non-sens journalistique » (143). Fanatisés par les « coureurs-amis », obnubilés par la performance et les records, les journalistes sportifs défendent leurs protégés, participent de leur aliénante déification. Des titres comme « Landis est grand » ou « Vino courage » (144) sont irresponsables quand on connaît le rapport des sportifs aux produits dopants. Comment, par exemple, rendre hommage à Jacques Anquetil en novembre 2007 après

(138) Voir l'œuvre de Guy Debord, déjà citée.

(139) Éric Maitrot, *Sport et télé. Les liaisons dangereuses*, op. cit., p. 339.

(140) Ancien entraîneur de l'équipe Festina, il est étrange que ses prises de position désormais connues contre le dopage apparaissent après son activité...

(141) Cité in David Garcia, *La Face cachée de L'Équipe*, op. cit., p. 17.

(142) Cité in *ibidem*, p. 34.

(143) *Ibid.*, p. 369.

(144) Respectivement dans *L'Équipe*, 21 juillet 2006 et 24 juillet 2007.

les aveux de ce dernier : « Je me dope parce que tout le monde se dope. Je me suis fait des piqûres et si on veut m'accuser de me doper il suffit de regarder mes fesses, ce sont des vraies écumoières » (145) ? Héroïser les sportifs et les inciter à faire toujours plus, tout comme encourager les jeunes dans cette voie par de tels propos revient à mettre en danger la vie d'autrui. Les journalistes sportifs, ici, portent une lourde responsabilité quant à l'hécatombe, la mortalité sportive et la calamiteuse espérance de vie des cyclistes et des sportifs en général. Et lorsqu'un des rares médecins s'en offusque en dénonçant les multiples pratiques de dopage (146), l'institution se défend par tous les moyens, y compris par la malhonnêteté, la bassesse et les mensonges. C'est le cas de Claude Droussent qui parle de la critique du dopage comme d'« un fonds de commerce » (147) pour le docteur Jean-Pierre Mondenard. Jean-Marie Leblanc évoque quant à lui le « nihilisme » du docteur. Ancien coureur du Tour de France, journaliste à *L'Équipe* pendant dix ans et patron de la Grande Boucle durant une quinzaine d'années, ce praticien expérimenté de la *langue de bois* osera dire en 1998, après l'affaire Festina, qu'il découvrait les produits masquants ! Pérenniser l'*omertà* va de soi, selon ses propres aveux : « Je crois que toutes familles à ses secrets, des choses qu'elle cache soigneusement » (148).

Le mensonge participe donc de cette loi du silence. Mais s'habituer aux mensonges de ceux qui polluent l'espace public peut être dangereux pour la démocratie, nous le savons. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas prendre à la légère tous ces mensonges apparemment anodins ; à chaque fois qu'un propos mensonger est tenu, une part de vérité disparaît et le mensonge généralisé de la société capitaliste s'installe au point où « dans le monde *réellement renversé*, le vrai est un moment du faux » (149). Une véritable lutte s'instaure donc entre ceux qui tendent vers plus de vérité et ceux qui la dissimulent pour préserver leurs intérêts, à savoir leur monde *capitalo-sportivo-mafieux*. Le journal *L'Équipe* (150) se trouve du côté des dissimulateurs (151) ; Antoine Vayer le considère même comme « le quotidien de lutte contre ceux qui luttent contre le dopage » (152). Dans les années 1960, le prince de Mérode, de la commission médicale du CIO, observait

(145) Cité in David Garcia, *La Face cachée de L'Équipe*, *op. cit.*, p. 451.

(146) Voir les travaux de Jean-Pierre de Mondenard, par exemple le *Dictionnaire du dopage. Substances, procédés, conduites*, Paris, Masson, 2004.

(147) Cité in David Garcia, *La Face cachée de L'Équipe*, *op. cit.*, p. 458.

(148) Cité in Amélie Boguet, *Le Dopage ou la loi du silence journalistique*, *op. cit.*, p. 69.

(149) Guy Debord, *La Société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992, p. 19.

(150) Né grâce au financement d'anti-dreyfusards, *L'Équipe* (appelé avant 1946 *L'Auto*) a exhorté la Première Guerre mondiale, encensé Hitler pendant l'entre-deux-guerres pour soutenir ensuite Pétain et sa « Révolution nationale », et a constamment pris parti pour les États bouchers qui organisèrent les Jeux olympiques et les Coupes du monde de football sanguinaires tout au long du XX^e siècle. Voir Fabien Lebrun, « Presse sportive et collaboration. De *L'Auto* à *L'Équipe* », in *L'Émancipation syndicale et pédagogique*, n° 4, décembre 2008.

(151) Voir le film de Denis Robert, *Les dissimulateurs*, 2001.

(152) Cité in Éric Maitrot, *Les Scandales du sport contaminé. Enquête sur les coulisses du dopage*, Paris, Flammarion, 2003, p. 30.

déjà l'amour du dopage chez les journalistes sportifs : « Ma bataille était d'installer des contrôles dont les athlètes ne voulaient pas. Et les médias non plus. Les journalistes disaient : "Laissez les athlètes tranquilles !" » (153). En Italie, les enquêtes dans les milieux sportifs sont semées d'embûches. Le procureur Raffaele Guariniello découvre « dans le Calcio des résistances et des pressions qu'il n'avait pas décelées dans les milieux industriels. Depuis qu'il enquête sur le dossier de "fraude sportive" de la Juventus de Turin en août 1998, le magistrat a rencontré une *omertà* très forte, une autodéfense du système à laquelle selon lui participent les médias sportifs italiens » (154). Avec le mensonge et l'*omertà*, c'est la pensée qui disparaît, le quotidien sportif français devenant le symbole de l'anti-intellectualisme nécessaire à toute force anti-démocratique. Ce que résume parfaitement l'ancien directeur de *L'Équipe*, Jérôme Bureau : « *L'Équipe* est un univers masculin, un club où l'on peut oublier les grands problèmes de société [...]. *C'est le Club Med de la pensée* » (155).

Pour conclure : du mensonge à la liberté de la presse

L'investigation, l'enquête ou la critique sont introuvables dans le dictionnaire du journaliste sportif. Étant donné que dans le milieu sportif « ce qui apparaît est bon, [et que] ce qui est bon apparaît » (156), la pensée est inutile, voire encombrante. Et pour ne pas susciter son intérêt, le sport et ses institutions s'appuient et reposent sur la *loi du silence* comme principe fondateur et originel ; c'est ainsi qu'ils portent et développent des comportements mafieux. Par ailleurs, le journalisme sportif – corruptible et corrupteur par essence – est un des lieux où s'exprime au mieux le mensonge généralisé de la société. « Il y a des époques où mentir est presque sans danger parce que la vérité n'a plus d'amis » (157), disait Guy Debord. L'atteinte à la vérité est tangible pour une époque comme la nôtre qui n'a rien à redire de l'existence de la presse sportive. Pour le journaliste sportif, « le mensonge [...] sera plus qu'une vertu. Il sera devenu condition d'existence, son mode d'être habituel, fondamental et premier » (158), le mensonge sportif représentant certainement la « forme postmoderne du mensonge social dans toutes ses variantes » (159). C'est peut-être ici qu'il faut voir des accointances entre la mafia et le totalitarisme, de par leur caractère éminemment anti-démocratique. En ce sens, « le mensonge et la compromission sont au

(153) *Ibidem*, p. 199.

(154) *Ibid.*, p. 241.

(155) *Le Monde*, 24 février 1996, souligné par nous.

(156) Guy Debord, *La Société du spectacle*, *op. cit.*, p. 20.

(157) Guy Debord, *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2006, p. 1587.

(158) Alexandre Koyré, *Réflexions sur le mensonge*, *op. cit.*, pp. 22-23.

(159) Jean-Marie Brohm, *Les Shootés du stade*, *op. cit.*, pp. 13-14.



Walt Disney, *Pinocchio*, 1940.

centre du pouvoir footballistique [des médias et du journalisme sportifs ajouterions-nous], mais ils sont aussi l'une des bases du fonctionnement de la mafia ou des régimes totalitaires » (160).

Par ailleurs, Montaigne disait que « le premier trait de la corruption des mœurs, c'est le bannissement de la vérité » (161), ce qui s'observe dans le langage quotidien. Un exemple symptomatique de langage corrompu est le titre d'un ouvrage intitulé *La barbarie douce* (162). Il ne reste plus qu'à parler de « mafia sympathique », de « crime amical » ou de « torture humaniste » et le langage de la fausse conscience (163) ou réifié finira d'achever la société démocratique. Car, c'est bien ce langage désincarné, insensé, détaché de toute *vérité absolue* qui empêche de penser un espace public, un vivre-ensemble, un État de droit. Selon Walter Benjamin, c'est ce « qui fait apparaître le journalisme comme l'expression parfaite du changement de langage dans le capitalisme avancé » (164). C'est pourquoi « le problème du langage est au centre de toutes les luttes pour l'abolition ou le maintien de l'aliénation présente. [Autrement dit], les mots travaillent, pour le compte de l'organisation dominante de la vie » (165).

(160) Patrick Vassort, « L'étrange économie du football », in Camille Dal et Ronan David (sous la direction de), *Football. Sociologie de la haine*, *op. cit.*, p. 120.

(161) Cité in Jean Ziegler, *Les Seigneurs du crime. Les nouvelles mafias contre la démocratie*, *op. cit.*, p. 17.

(162) Voir Jean-Pierre Le Goff, *La Barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et des écoles*, Paris, La Découverte, 1999.

(163) Joseph Gabel, *La Fausse conscience. Essai sur la réification*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1962.

(164) Walter Benjamin, *Œuvres II*, Paris, Gallimard, 2000, p. 232.

(165) Guy Debord, *Œuvres*, *op. cit.*, p. 613.

Le langage médiatique, politicien, la langue de bois, le verbiage journalistique (Kraus) créent un climat hostile à l'établissement de la vérité. Ils contribuent au contraire à la généralisation de comportements mafieux qui corrompent les individus viscéralement, jusqu'au plus profond de leur personnalité. Un mafieux disait d'ailleurs que « l'éthique est le frein des perdants, la protection des vaincus, la justification morale de ceux qui n'ont pas su tout miser et tout rafler » (166). Ainsi s'effritent ou sont rendus obsolètes les considérations éthiques et morales, la sensibilité, les sentiments (d'empathie ou de scrupules par exemple), la défense des plus faibles. Là se trouve le projet déshumanisant du capitalisme et de la mafia. On peut même dire que le mensonge – comme fondement du système médiatico-mafieux – s'attaque à l'essence de la vie, tant il altère la communication, la relation et l'échange avec l'autre. Selon George Simmel, « dans la vie moderne, le mensonge fait beaucoup plus de ravages, il met en question les fondements de l'existence » (167). Effectivement, il devient la norme, l'habituel, le courant, voire le rassurant ; tandis que la vérité est trop dure, surprenante, voire inacceptable. Comme le souligne Hannah Arendt, « le mensonge est souvent plus plausible, plus tentant pour la raison que la réalité [qu'il] a cette habitude déconcertante de nous mettre en présence de l'inattendu » (168). Le système médiatico-mafieux atomise l'inattendu et le non-advenu, le désir de savoir et l'imagination et, de fait, l'altération du quotidien et le changement, ce qui assoit réciproquement la domination économique et politique actuelle. De ce désastre, il faut pointer l'énorme responsabilité des journalistes et des intellectuels : « Le monde des littérateurs est déterminé de la même façon par la non-imagination du réel que par l'imagination de l'impossible » (169). La presse et les journalistes cadent toute autre conception de la société médiatique existante. Ils interdisent d'imaginer la liberté autrement que par leur biais. Pourtant, la liberté de la presse permet surtout la liberté de taire ce que bon lui semble, la liberté de promouvoir la corruption, la liberté de construire un champ sémantique qui diminue la connaissance du pouvoir, y compris celui de la mafia.

La presse pourrait affaiblir la démocratie en ce sens qu'elle prive les individus d'une réelle prise de conscience de leur condition d'existence et du monde dans lequel ils vivent. Ainsi, doit-on parler de liberté d'informer ou plutôt de la liberté des journalistes ? De liberté d'expression ou de la liberté d'écrire et de dire ce qu'ils désirent ? Car, pour les journalistes, le centre du combat est le journaliste lui-même et son droit de publier. C'est

(166) Propos mafieux, cité in Jacques de Saint Victor, *Mafias. L'industrie de la peur*, op. cit., p. 7.

(167) George Simmel, *Secret et sociétés secrètes*, op. cit., p. 16.

(168) Hannah Arendt, *Du Mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 11.

(169) Karl Kraus, cité in Jacques Bouveresse, *Satire et prophétie. Les voix de Karl Kraus*, op. cit., p. 169.

ce que revendique d'ailleurs Reporters sans frontières (RSF) (170). Mais comme le dit si justement Maxime Vivas, « la dissociation du droit de dire et du devoir de ne pas mentir est une escroquerie intellectuelle et une atteinte à la démocratie. [De plus], agir comme si le journaliste était une profession à part, c'est fabriquer un clan, c'est le désigner comme une *mafia* » (171). Ici apparaît une question trop peu discutée : la liberté de la presse est-elle réellement garante de la démocratie ? Karl Kraus contestait déjà cette soi-disant évidence dès le début du XX^e siècle en rappelant que « le lien intrinsèque que l'on cherche à établir entre la liberté de pensée et d'expression et la liberté de la presse n'existe que dans le discours apologétique de la "journalaille" et qu'il n'y a aucune raison de considérer la presse comme naturellement qualifiée pour défendre la liberté » (172). Ne s'est-elle d'ailleurs pas mise « librement » à la disposition des pires régimes politiques ? N'est-ce pas encore le cas ? Toujours est-il que les journalistes sont loin de freiner l'expansion de la mafia ou d'empêcher la prolifération des forces anti-démocratiques et des comportements mafieux au point de se demander s'ils ne leur sont pas consubstantiels.

Un des défis actuels de la démocratie est donc de percer le secret général qui met en péril les fondements du vivre-ensemble. De plus, comme point central du stade suprême du capitalisme se trouve également la banalisation, voire *l'héroïsation de la violence* inhérente au sport. Or, « violence capitaliste et violence mafieuse tendent de plus en plus à se confondre. En luttant contre l'une on combat l'autre » (173), tout comme la violence sportive de fait. Ce combat contre la violence sportive est à la fois une lutte contre l'obsolescence des considérations éthiques et humaines, contre la désensibilisation de l'homme. Et si comme nous le pensons le sport entrave tout fonctionnement démocratique, c'est-à-dire rend désuet la responsabilité, la justice, la *vérité*, alors son projet dissimulé s'apparente selon nous – pour toutes ces raisons – à la *négarion de la vie* (174).

Fabien Lebrun

Doctorant en Sociologie

*Centre d'étude et de recherche sur les risques
et les vulnérabilités (CERReV)*

Université de Caen

(170) Maxime Vivas, *La Face cachée de Reporters sans frontières. De la CIA aux faucons du Pentagone*, Bruxelles, Aden, 2007. On apprend dans cet ouvrage que RSF veille aux intérêts des Schmocks en étant entre autre financé par des officines-écrans de la CIA.

(171) *Ibidem*, p. 14, souligné par nous.

(172) Jacques Bouveresse, « *Et Satan conduit le bal* ». Kraus, Hitler et le nazisme, préface à Karl Kraus, *Troisième nuit de Walpurgis*, op. cit., p. 43.

(173) Jean Ziegler, *Les Seigneurs du crime. Les nouvelles mafias contre la démocratie*, op. cit., p. 281.

(174) Voir Michel Henry, *La Barbarie*, Paris, PUF, 2001.